



HAL
open science

Environnement ou emploi : le cas d'Altéo Gardanne, Peut-on parler d'un écologisme de classe ?

Mody Diaw, Valérie Deldrève

► To cite this version:

Mody Diaw, Valérie Deldrève. Environnement ou emploi : le cas d'Altéo Gardanne, Peut-on parler d'un écologisme de classe ?. *Ecologie et classes sociales : stratégies de reproduction, mode de domination, conditions écologiques d'existence*, May 2023, Paris, France. 3 p. hal-04114256

HAL Id: hal-04114256

<https://hal.inrae.fr/hal-04114256v1>

Submitted on 1 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Journées d'études 31 mai et 1^{er} juin 2023

Ecologie et classes sociales : stratégies de reproduction, mode de domination, conditions écologiques d'existence

Proposition de communication

Environnement ou emploi : le cas d'Altéo Gardanne

Peut-on parler d'un écologisme de classe ?

Mody Diaw, Valérie Deldrève **INRAE-Nouvelle Aquitaine-Bordeaux**, F-33612 Cestas, France

mody.diaw@inrae.fr

valerie.deldreve@inrae.fr

Si les préoccupations environnementales ont longtemps été vues comme l'apanage des populations des classes aisées occidentales, de nombreux travaux de sociologie, d'histoire ou de science politique, notamment dans le champ de la justice environnementale, ont participé à la reconnaissance d'autres formes d'environnementalisme, tant dans les pays de l'hémisphère Sud, qu'au sein même de ceux du Nord. Qualifiées d'écologismes de subsistance, des pauvres, (Martinez-Alier, 2008), d'écologisme populaire ou encore ouvrier (Corral-Broto, 2015 ; Barca, 2015 ; Stevis, 2020), ces formes variables ne reposeraient sur une « vision écologique construite » et autonome de l'environnement (Flipo *et al.*, 2014), mais sur une conception de celui-ci décloisonné ou déssectorialisé (Grisoni et Nemoz, 2017), imbriqué aux champs du social. La captation de la représentation écologique par les élites occidentales conservationnistes (Taylor, 2016) puis par les mouvements écologistes des années 1970 (Flipo *et al.*, *ibid* ; Duclos, 1980) tend ainsi à effacer l'histoire de ces préoccupations (Bertrand, 2010), d'autant que l'aggravation chronique du chômage a fragilisé l'élan de lutte des ouvriers en matière d'environnement. Si se sont toutefois constituées des alliances « bleues vertes » ou « rouges vertes », elles se sont également souvent rompues dans la confrontation d'intérêts et de culture de classe (Harper, 2004).

Partant de cette littérature qui résonne avec la notion d'« écocentrisme de classe » (Renahy et Sorignet, 2020), nous proposons de relire l'affaire des boues rouges d'Altéo-Gardanne (sud-est de la France, 2014-2020). Quelles portée et limites revêt une grille d'analyse en termes de classe dans cette affaire où environnement et emplois ont fréquemment été opposés, les syndicats soutenant publiquement la direction de l'usine de Gardanne incriminée par les militants ? Installée en 1893, cette usine d'alumine, qui fut Pechiney jusqu'en 2003, est la plus ancienne au monde à extraire l'alumine de la bauxite de manière industrielle avec le procédé Bayer. Cette extraction génère, cependant, des résidus chargés en métaux lourds¹, soit des boues et poussières rouges, stockées à terre dans les collines voisines ou déversées en mer au large de Cassis. Dès les premières heures de la production, cette émission de résidus a soulevé des contestations de voisinage (Carbonnel, 2021). Celles-ci se sont cependant amplifiées dans les années 1960 alors que se dessinait la solution du déversement en mer, puis en 2015, suite à la

¹ Arsenic, mercure, plomb, vanadium, cadmium...

dérogation octroyée à l'usine pour poursuivre ses déversements dans la calanque de Cassis, devenue cœur de Parc en 2012. L'opposition allie alors divers collectifs de défense de la mer des Calanques – usagers récréatifs, pêcheurs, écologistes – à des riverains de l'usine et du dépôt terrestre, sur lequel viendra s'accumuler les poussières issues du processus de dépollution progressive des rejets marins. Nous avons pu montrer, grâce à une première enquête², que ces différents collectifs loin de représenter un public homogène, ont des ressources culturelles, sociales et économiques inégales ainsi que des expériences distinctes des préjudices environnementaux et sanitaires attribués aux résidus d'alumine. Il s'en suit une diversité de cadrages du problème et une hiérarchisation des « causes » dans l'espace public (Deldrève et Metin, 2019).

Observons cependant que tous ont pour point commun d'invisibiliser la condition écologique des travailleurs de la bauxite, et notamment la surexposition au risque lié à la soude et aux poussières d'alumine des ouvriers les plus précaires et principalement d'origine immigrée. Ceci est le point de départ de notre seconde enquête de terrain (Diaw, en cours)³. Nous montrerons ainsi comment les débats publics ont contribué à effacer cette dimension ainsi que la participation des travailleurs et de leurs syndicats à la définition et à la prise en charge des problèmes sanitaires et environnementaux liés à la production de la bauxite, non seulement dans l'usine (depuis 1932), mais aussi plus récemment hors de ses murs. Ainsi a également été invisibilisé l'effort consenti par les travailleurs pour écologiser le procédé Bayer, accroissant les sentiments d'injustice à l'heure où la délocalisation de ce procédé en Guinée (où est extraite la bauxite) semble être acceptée, y compris par les militants écologistes, comme la solution au problème de stockage des résidus non voulus. Enfin, partant de l'hypothèse de Duclos (1980), selon laquelle la situation au travail conditionne en partie le rapport des travailleurs au monde hors l'entreprise et donc à l'environnement, nous interrogerons la manière dont les différents statuts des ouvriers et situations de travail très variables influent sur leur rapport aux mobilisations et problèmes sanitaires et environnementaux qu'elles dénoncent.

Bibliographie

Barca S., 2015, « L'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational », *Écologie & politique*, n°50, Presses de Sciences Po, p. 23-40.

Bertrand, A., 2016., *Justice écologique, justice sociale. Victoire Editions, Paris.*

Carbonell, M., « Usines d'alumine et environnement en Provence. Contestations, perceptions et expertises des pollutions de l'usine de Gardanne (1898-1912) ». Communication aux Journées de l'OHM Bassin Minier de Provence, juin 2021.

² Soit une vingtaine d'observations et une cinquantaine d'entretiens, conduits entre 2015 et 2019.

³ Thèse de doctorat (INRAE, Université de Bordeaux) : Les enjeux de justice environnementale liés au travail des ouvriers de la bauxite de Boké en Guinée à Gardanne en France. Ici ne seront mobilisées que les données relatives aux ouvriers de Gardanne, issues d'un travail d'archive, d'observations et d'entretiens (une quarantaine) conduits entre 2019 et 2022.

Corral-Broto P.-C., 2015, « Une société environnementale et ouvrière ? Histoire de la lutte du mouvement ouvrier pour défendre l'environnement sous franco (1964-1979) », *Écologie & politique*, n°50, Presses de Sciences Po, p. 41-55

Deldrève, V. et Metin, J., 2019, « Quels cadres d'action collective contre les boues et poussières rouges d'Alteo-Gardanne? Les apports de l'Environmental Justice ». *Vertigo: la revue électronique en sciences de l'environnement*, 19 (1), 2019.

Duclos D., 1980, Classe ouvrière et environnement, *Sociologie du travail*, 22. année, n°3, juillet-sept. 1980. pp. 324-345; https://www.persee.fr/doc/sotra_0038-0296_1980_num_22_3.

Flipo F, Grisoni A., Morena Z., 2014, Syndicalisme et écologie : en pratique, Table ronde avec Anabella Rosemberg (CSI) et Bernard Saincy (CGT), *La Découverte | Mouvements*, 2014/4 n° 80, pp. 132 à 151.

Grisoni, A. et Némoz, S., 2017, Les mouvements socio-écologistes, un objet pour la sociologie. *Sociologos. Revue de l'association française de sociologie*, (12).

Harter J-H, 2004, Environmental Justice for Whom? Class, New Social Movements, and the Environment: A Case Study of Greenpeace Canada, 1971-2000, *Labour/Le Travail*, 54, pp. 83-119.

Martinez-Alier, J., 2008, Conflits écologiques et langage de valorisation. *Écologie et politique*, vol. 35, no 1, pp. 97-107.

Renahy, N. et Sorignet, P. E. (2020). Introduction. Pour une sociologie du mépris de classe. *Sociétés contemporaines*, 119(3), 5-32.

Stavis D., 2020, The trajectory and politics of just transition, in : Coolsaet éd., *Environmental Justice. Key issues*, Routledge, 2020